

Fiche, Fichons, Fiché(e)s : l'insécurité sociale...

Lettre ouverte aux députés socialistes

Qui a donc pu penser que les fichiers informatiques pouvaient porter atteinte aux libertés ? Pourquoi le Parlement a-t-il jugé utile de voter une loi le 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés ? Pourquoi cette loi prévoit-elle une Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ?

CES questions, le Ministre de la Solidarité Nationale et des Affaires Sociales, se les pose certainement, mais ne vient-il pas d'organiser un triomphal détournement de la loi et de donner à la CNIL un génial camouflet à propos des élections à la Sécurité sociale ?

Depuis environ deux mois, se met en place pour ces élections, un énorme fichier* de population concernant 28,5 millions de personnes. Ce fichier est obtenu par interconnexion des divers fichiers détenus par les caisses primaires. A-t-il fait l'objet d'un avis de la CNIL ? Rassurons-nous, cela a eu lieu. Quand ? Le 24 mai, une fois que l'essentiel du travail ait été réalisé par des sociétés privées : IBM France et CAP Sogeti, qui dans la logique de la division du internationale du travail ont sous-traité des travaux de saisie dans un pays du sud. La CNIL, qui dans un premier temps s'était inquiétée (ce qui est rarissime), se contente aujourd'hui d'une déclaration a posteriori.

Le fichier créé à l'occasion des élections aux conseils d'administration de la Sécurité sociale est un fichier potentiellement dangereux. Il contient les noms et prénoms, l'adresse, le numéro SS et le numéro Sirène de l'employeur. Il peut servir de base à toutes sortes de connexions de fichiers et de sélection de tranches de population.

La démocratisation de la gestion de la Sécurité sociale peut-elle justifier à elle seule un fichage aussi important de la population ? Le nombre des fraudeurs aurait-il été si élevé si on avait utilisé les fichiers de chaque caisse en l'état ?

Etes-vous intervenus lors des débats portant sur la loi du 17 décembre 1982 réformant la gestion de la Sécurité sociale et organisant les élections ? Les interrogations sont venues du Sénat devant lequel Monsieur le Ministre s'est engagé à consulter la CNIL. Promesse facile...

Vous êtes pourtant, en d'autres temps, intervenus sur le problème du fichage et des libertés. La loi Informatique et libertés a été amendée positivement par des députés de gauche. Devons-nous comprendre qu'il existe deux informatiques, deux fichages : un de droite, dangereux pour l'individu, un de gauche qui le protège.

Il semblerait malheureusement que ces présomptions soient fondées. Le quatrième trimestre 1982 a vu la création d'un fichier qui, sous couvert de la lutte contre le terrorisme, fiche 60 000 personnes, soit un peu plus d'une sur mille. Et déjà on parle de 100 000 personnes... Faut-il rappeler que l'annonce publique de ce fichier a été faite par le Président de la République bien avant consultation de la CNIL qui, par la bouche de son président, a dû rappeler qu'elle devait être consultée sur ce fichier.

Nous connaissons votre attachement aux libertés, aussi sommes-nous surpris de votre silence approuvateur de tous ces projets. Que ferait la droite de ces fichiers, si elle revenait au pouvoir ?

Par ailleurs, on peut s'interroger sur l'attitude de la CNIL. Si elle émet une opinion défavorable, le gouvernement passe outre. Si on « oublie » de lui demander son accord, elle n'a de

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE
et des Libertés

C I I I
Centre d'Information et d'Initiative
sur l'Informatisation
1, rue Keller
75011 PARIS

DIRECTEUR DE LA RÉGLEMENTATION
N/REF : NL/SV/IN/63-1022

Paris, le 3 Juin 1983

Monsieur,

En réponse à votre lettre en date du 9 Mai 1983, je vous informe que la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés a été saisie par le Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale d'une demande d'avis relative à l'établissement des listes en vue des élections aux Conseils d'Administration des Caisses de Sécurité Sociale.

Par sa délibération 83-34 du 24 Mai 1983, la Commission a rendu un avis favorable, sous certaines réserves.

Je joins à la présente lettre la copie de cette délibération, qui vous éclairera sur la position de notre Commission. Celle-ci n'a pas considéré ce fichier comme illégal, puisque sa constitution se fonde sur la loi du 17/12/1982, relative aux élections en question ; toutefois, elle a tenu à rappeler la nécessité de prendre toutes précautions utiles afin d'éviter de possibles déviations. Parmi les garanties prévues figure la destruction du fichier à la date du 10 Janvier 1984, une fois expirés les délais nécessaires au règlement d'éventuels contentieux électoraux.

En espérant que cette réponse vous apportera satisfaction, je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Noëlle LENOIR

République Française
COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS
21 RUE SAINT GUILLAUME 75007 PARIS TEL. 544.40.65

cesse de donner un avis positif sitôt l'affaire révélée par la presse. Quel est le véritable rôle de cette commission ? Se donne-t-elle les moyens de protéger réellement les citoyens contre les abus du fichage ? Qu'en est-il réellement ? La CNIL, autorité administrative indépendante, n'a-t-elle pas pour seule fonction de cautionner, en les amendant légèrement les projets gouvernementaux. Sur la multitude de fichiers privés non déclarés, que fait-elle ?

Nous sommes étonnés qu'elle se contente d'émettre quelques « réserves » dans son avis sur le fichier des élections à la Sécurité sociale. Les mairies où se dérouleront ces élections vont recevoir des fractions de fichier national. La CNIL doit se prononcer prochainement sur l'utilisation de ces fichiers par les mairies. Il est inconcevable que ce fichier puisse être utilisé à d'autres fins que celles pour lesquelles il a été créé. Il s'agirait d'un détournement de finalité que la CNIL doit empêcher. Pour cela il ne suffit pas de donner des recommandations. Rappelez-vous le recensement et la copie en principe interdite, dans de nombreuses municipalités d'informations (y compris nominatives !), avant transmission des dossiers à l'INSEE.

Nous souhaitons que les municipalités où vous êtes majoritaires s'engagent à ce qu'il n'y ait pas de détournements et que, là où vous êtes minoritaires, vous provoquiez le débat.

Il est temps de sensibiliser largement l'opinion aux problèmes d'informatique, de fichage et de libertés. Le gouvernement de gauche n'en prend pas le chemin, même s'il a à son actif l'arrêt de l'informatisation des cartes d'identité pour les Français, mais hélas pas pour les Immigrés. A quoi servent les lois, si le gouvernement est le premier à les contourner ?

Votre devoir de députés est de porter ces questions à l'Assemblée Nationale et de dénoncer vigoureusement la procédure qui a conduit à la constitution d'un énorme fichier de la population pour les élections à la Sécurité sociale.